

# **Capitol (Etats-Unis) : L'approche binaire fascisme-pas fascisme, autoritaire-pas autoritaire fait obstacle à la saisie des traits à l'œuvre dans le contexte de l'administration Trump**

mercredi 13 janvier 2021, par [DiMAGGIO Anthony](#) (Date de rédaction antérieure : 7 janvier 2021).

**Comment en sommes-nous arrivés là ? Rien de ce qui s'est passé dans la capitale ne devrait surprendre ceux qui ont jeté un regard sobre sur la montée du fascisme qui caractérise maintenant la politique américaine.**

Au moment où j'écris ces lignes, des manifestants pro-Trump ont pris d'assaut le bâtiment du Capitole, cherchant à imposer la tentative de coup de Trump aux Etats-Unis [l'ancien ministre de la Justice Bill Barr a affirmé que le président « avait orchestré l'assaut du Capitole », *The Guardian*, 7 janvier 2021]. La main de Trump dans la préparation du coup est apparente sur plusieurs fronts. Il a diffusé et officialisé le thème conspirationniste de la fraude électorale sans fondement, ceci pendant des mois - en fait des années. Il a encouragé ces manifestants à se rendre au Capitole. Une fois que les attaques et l'invasion du Capitole ont commencé, il a refusé de les condamner. Et puis, dans son premier discours à la nation, il a encore alimenté le feu en continuant à invoquer des complots visant la fraude électorale. Pour être parfaitement clair, il ne s'agit pas seulement d'une tentative de coup, mais d'une tentative dirigée par le président des États-Unis.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Et pourquoi tout cela surprend-il le grand nombre de négationnistes du fascisme aux États-Unis qui insistent depuis longtemps sur le fait que les États-Unis ne tendent pas vers une politique autoritaire ? Rien de ce qui s'est passé dans la capitale ne devrait surprendre ceux qui ont jeté un regard sobre sur la montée du fascisme qui caractérise maintenant la politique américaine.

Donald Trump a déclaré à la nation qu'il n'accepterait pas les résultats d'une élection qu'il a perdue avant qu'un seul bulletin de vote ne soit compté le jour du scrutin. Et depuis deux mois, il a mené une action sur d'innombrables fronts pour renverser les résultats, dans les États, au sein du système judiciaire [des Etats et de la Cour suprême fédérale], au Congrès et maintenant dans la rue.

Le président a été pris en train de tenter d'extorquer le secrétaire d'État de Géorgie [Brad Raffensperger] en le menaçant de poursuites pénales s'il refusait de fabriquer 11 780 votes, offrant ainsi à Donald Trump une « victoire » dans l'État. C'était la deuxième fois en un an et demi - l'autre étant le scandale de l'Ukraine - que Trump tentait d'extorquer un responsable politique [le président ukrainien Volodymyr Zelensky] à des fins électorales [afin de déclencher une enquête sur Hunter Biden, fils de Joe Biden]. Le coup de Trump comprend également sa demande que le Congrès et le vice-président Mike Pence remettent la présidence à Trump, plutôt que de certifier [le 6 janvier 2021, lors de la réunion du Sénat et de la Chambre des représentants] la victoire de Biden.

Les relations de Trump avec Mike Pence, l'Ukraine et le secrétaire d'État de Géorgie reflètent une politique de type mafieux dans laquelle les autres dirigeants politiques sont considérés comme rien d'autre qu'un moyen devant servir à conforter le poids politique personnel du président. Trump considère ses interactions avec les autres comme une opportunité de profit personnel et comme un moyen d'atteindre ses propres objectifs.

Mais avec cette tentative de coup, la politique de Trump va au-delà de la simple corruption et du clientélisme. Ses tentatives de renverser les résultats des élections de 2020 représentent une menace fondamentale pour la démocratie elle-même. En raison de sa propagande conspiratrice, plus des trois quarts des républicains pensent que l'élection a été marquée par une « fraude électorale généralisée ». Et beaucoup descendent maintenant dans la rue et se livrent à des actes de violence et de terrorisme pour renverser l'élection. Au vu des récents événements, il est impossible de savoir à quel point tout cela peut s'aggraver lorsqu'il y va de « la survie de la république ».

Malheureusement, cette menace fasciste a été constamment minimisée à chaque étape du processus. Connaissant intimement les travaux universitaires principaux sur le fascisme et les professeurs qui les produisent, je peux affirmer avec certitude que peu d'universitaires américains sont prêts à qualifier ouvertement Trump de fasciste, et encore moins d'universitaires sont prêts à affirmer publiquement que le système politique américain contient des éléments fascistes.

Les journalistes étatsuniens ont également été effarouchés par la qualification de « fascisme » pour ce qui a trait à leurs reportages concernant Trump. Un examen de la base de données universitaires de Nexis Uni révèle que d'une élection présidentielle à l'autre - du 8 novembre 2016 au 3 novembre 2020 - les termes « fascisme » ou « fasciste » sont apparus en relation avec « Trump » dans un total de 627 articles du « journal de référence » - *The New York Times*. Les termes « autoritaire » ou « autoritarisme » étaient beaucoup plus courants, apparaissant dans 1807 articles, soit environ trois fois plus souvent que les discussions sur le fascisme, en relation avec Trump. Les termes « populiste » et « populisme », les moins offensants et les moins incendiaires, étaient de loin les plus courants pour ce qui a trait à Trump. Ils apparaissent dans 3 422 articles, soit près de cinq fois et demie plus souvent que les étiquettes fascistes/fascistes [1]. Pour résumer, les journalistes étatsuniens ont régulièrement évité les attaques venant de la droite en évitant de traiter Trump de fasciste, tout en décourageant les discussions sur le fascisme dans la politique américaine.

\* \* \*

Les États-Unis ont une longue histoire de négationnisme lorsqu'il s'agit de reconnaître les dangers de la politique fasciste, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. On peut se reporter près d'un siècle en arrière aux écrits de Sinclair Lewis [1885-1951, Prix Nobel de littérature] pour reconnaître le déni délibéré *It Can't Happen Here* [Cela ne peut pas arriver ici, paru en 1935, roman sur un personnage Buzz Windrip qui, élu président, établit lentement une dictature personnelle débouchant sur une guerre civile ; ce roman a conquis une position de best-seller depuis 2016] qui a longtemps caractérisé la culture politique américaine.

Le discours étatsunien est défini par des oppositions binaires simplistes « fascisme-pas fascisme » et « autoritaire-pas autoritaire », qui rendent un très mauvais service à notre compréhension des menaces issues de la gouvernance républicaine et de l'électoratisme démocratique. Ces dichotomies ne sont pas fonctionnelles à une élaboration honnête sur la question du fascisme-autoritarisme, car elles ne sont presque jamais étayées par des recherches journalistiques ou universitaires sérieuses, reposant sur les preuves disponibles en vue de savoir si les États-Unis glissent vers une politique fasciste ou autoritaire.

Au contraire, cette approche binaire est souvent utilisée de manière disqualifiante pour rejeter

d'emblée l'utilisation de la caractérisation fasciste dans la politique étatsunienne. Elle interdit toute discussion cohérente, nuancée ou réfléchie sur ce thème, car ces vues, à dessein, ne peuvent pas reconnaître que l'autoritarisme et le fascisme sont réels avant d'être des caractéristiques pleinement consolidées et matures de la politique étatsunienne. Et maintenant que cette insurrection séditeuse s'est répandue dans les rues, la banqueroute morale du négationnisme du fascisme est exposée à la vue de tous.

\* \* \*

Henry Giroux [auteur universitaire reconnu, auteur de *The Challenge of U.S. Authoritarianism* et de *The Public in Peril : Trump and the Menace of American Authoritarianism*, Routledge, 2018] aborde de manière réfléchie la question du fascisme autoritaire en reconnaissant que les États-Unis contiennent des éléments de politique néolibérale et fasciste. En d'autres termes, ce n'est pas un choix entre les deux. On peut qualifier notre système politique de néolibéral-fasciste, de néofasciste, de fasciste rampant, de para/proto-fasciste ou autre. Quel que soit le qualificatif que nous choisissons, il devient de plus en plus difficile d'ignorer la politique fasciste qui est adoptée par cette administration. Avant la tentative de coup au Capitole, il y avait déjà une liste alarmante de transgressions de la part de l'administration Trump :

- Le mépris militant et ritualiste de Trump pour les éléments de base de la vérité, des faits et du raisonnement scientifique et médical fondé sur des preuves, couplé à une dévotion publique aveugle et cultivée envers le président, impliquant pour près des deux tiers de ses partisans [sondage publié le 5 novembre 2019] qu'il ne pouvait rien faire qui lui ferait perdre leur soutien. [« Si je tirais sur quelqu'un en pleine 5<sup>e</sup> Avenue [New York], je ne perdrais aucun électeur, ok ? C'est franchement incroyable », déclaration de Trump le 23 janvier 2016 lors d'un meeting dans l'Iowa.]

- La politique nationaliste blanche de Trump et la diabolisation générale des immigrants mexicains en tant que « trafiquants de drogue, criminels, violeurs » et en tant que menace pour la sécurité nationale. Cette xénophobie est clairement d'orientation raciste, si l'on considère le mépris de Trump pour les immigré·e·s à la peau plus foncée, ainsi que sa préférence pour les immigrés blancs - comme en témoigne son mariage avec une Européenne blanche de la première génération.

- Sa tentative (ratée) d'utiliser l'armée pour mettre à terre les manifestant·e·s de Black Lives Matter (BLM), qui se sont heurtés à une forte opposition de la part des cadres militaires. L'intérêt de Trump à utiliser les forces de sécurité pour réprimer la dissidence n'était pas inconsistant, quand l'on considère l'utilisation par son administration de fonctionnaires fédéraux sous couverture de policiers d'État et de fourgonnettes banalisées pour enlever les manifestants du BLM [selon Amnesty International, entre le 26 mai et le 5 juin 2020, dans 40 États et dans le district de Columbia, 125 cas de violences policières de ce type ont été commis]. S'y ajoute le gazage ordonné directement par Trump de manifestant·e·s non violents dans le parc Lafayette devant les portes de la Maison Blanche, afin de les éloigner, pour permettre à POTUS [President of the United States of America, parfois abrégé par l'acronyme POTUS] de faire une séance de photos [une bible en main] devant l'église St John's.

- Son contournement du Congrès et son gouvernement par décret, via la confiscation illégale de l'argent des contribuables pour la construction de son mur, couplé à la déclaration d'une « situation d'urgence nationale » pour justifier ses actions illégales. Cette utilisation des fonds n'a jamais été autorisée par le Congrès et représentait un abus flagrant du principe constitutionnel d'équilibre des pouvoirs [checks and balances].

- L'introduction par Trump d'une politique de séparation enfants-parents inutilement punitive et destructrice visant des immigrés clandestins. Cette politique était associée à son recours à la

détention massive dans des camps de type concentrationnaire, qui se caractérisaient par une surpopulation dangereuse, des enfants emprisonnés dans des cages et le refus de répondre aux besoins fondamentaux des détenus, tels que le savon, le dentifrice et les traitements médicaux.

- Sa répression radicale de l'immigration légale aux États-Unis, qui a été réduite de 50% pendant le mandat de Trump, associée à l'augmentation des arrestations et des détentions d'immigrants non autorisés ; cette augmentation a été de 30% par rapport à Obama, et de plus de 100% par rapport à George W. Bush et Bill Clinton, malgré des niveaux comparables d'expulsions sous Obama et Trump.

- La ou les tentatives (ratées) de Trump de faire « gazer, électrifier et fusiller » [selon les déclarations de l'ancien chef du Département de la sécurité intérieure Miles Taylor] les immigrants en masse et de fermer illégalement l'immigration au total à la frontière mexicaine. Ces ordres ont été ignorés par les fonctionnaires horrifiés du Département de la sécurité intérieure, à qui il avait promis qu'ils seraient graciés pour leurs actes illégaux si jamais ils étaient poursuivis.

- Sa diabolisation propagandiste et sans fondement des démocrates pour avoir « volé » les élections de 2020, associée à ses propres efforts (ratés) au niveau de la justice, des États et du Congrès afin de réussir un coup d'État électoral en abrogeant le résultat de l'élection. Cette stratégie a impliqué près de 60 poursuites judiciaires pour tenter d'annuler les résultats électoraux des États, et des réunions avec plus de 300 élus d'État dans près d'une demi-douzaine d'États aux résultats dits serrés dans lesquels M. Trump a comploté pour annuler les votes populaires qui favorisaient Joe Biden.

- La politique catastrophique sociale-darwinienne de Trump, qui adhère à la thématique d'une « immunité collective » [lors du déclenchement de la pandémie du coronavirus]. Ce qui est en fait une « philosophie » de la survie du plus fort ; ce qui a activement abouti à infecter en masse les Américains en masse avec un virus mortel, bien que Trump ait lui-même eu accès à des médicaments et des traitements anti-covid de pointe qui sauvent des vies et auxquels la très grande majorité de la population n'a pas accès. Cette approche du « qu'il en soit ainsi » - selon une étude récente de l'Université de Columbia d'octobre 2020 - a pu entraîner un excès de décès de 60% supérieur à ce qui aurait pu se passer si le gouvernement fédéral et les États avaient sérieusement réagi à la crise.

- La rhétorique de banissement paranoïaque et délirante que Trump a adoptée contre ses ennemis politiques, les présentant comme une menace à la sécurité nationale qui doit être étouffée. Ce que reflète sa demande récente au ministère de la Justice d'arrêter et de poursuivre des démocrates de haut niveau, dont Barack Obama, Joe Biden et Hillary Clinton, sur la base de fausses allégations de conspiration selon lesquelles ils auraient tenté de monter un coup contre son administration [voir entre autres l'article publié par *Politico.com* le 7 octobre 2020]. Il y a plus qu'un peu d'ironie et de projection à l'œuvre ici, si l'on considère les efforts incessants de Trump au cours des derniers mois pour stimuler un coup d'État contre le nouveau gouvernement Biden.

Quiconque examine cette liste et conclut que tout s'est déroulé comme d'habitude, ou qui est surpris par ce qui s'est passé à Washington D.C. le 6 janvier, se livre à un acte d'égarément aux proportions épiques. Compte tenu de ces développements, il est de plus en plus absurde de qualifier la politique de Trump de moins que fasciste. La voie à suivre est de plus en plus claire. Ce président doit être mis en accusation et démis de ses fonctions le plus rapidement possible. Trump doit être accusé de trahison, pour son rôle dans l'orchestration de cette tentative de coup. Toute autre attitude créerait un dangereux précédent pour les futures tentatives de renverser le peu qui reste de la démocratie étatsunienne.

**Anthony DiMaggio**

---

**P.-S.**

- Article publié sur le site Counterpunch, le 7 janvier 2021 ; traduction rédaction A l'Encontre publiée le 8 janvier 2021 :

<http://alencontre.org/ameriques/americonord/usa/debat-laproche-binaire-fascisme-pas-fascisme-autoritaire-pas-autoritaire-fait-obstacle-a-la-saisie-des-traits-a-loeuvre-dans-le-contexte-de-ladministration-trump.html>

- Anthony DiMaggio est professeur associé de sciences politiques à l'université de Lehigh. Il est l'auteur de nombreux livres, dont : Political Power in America (SUNY Press, 2019), Rebellion in America (Routledge, 2020), et Unequal America (Routledge, 2021).